



Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 89

Bill No. 89

Loi des droits sur les mines

Mining Duties Act

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

Projet de loi n° 89

Loi des droits sur les mines

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

1. Les définitions contenues dans la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34) s'appliquent à la présente loi et aux règlements, si le contexte ne s'y oppose.

Cependant, pour les fins de la présente loi et des règlements, les expressions et mot suivants signifient:

a) « exploitation minière »: l'ensemble des travaux par lesquels on recherche ou extrait des substances minérales et on les traite dans le but d'en obtenir un produit commercial;

b) « mine »: toute ouverture ou excavation faite dans le but de découvrir ou obtenir une substance minérale, y compris une carrière, une sablière ou un puits utilisé pour maintenir la pression de l'eau, en disposer ou l'injecter ou créer une source d'approvisionnement d'eau et les voies, travaux, machines, usines, bâtiments et fourneaux sous ou sur la surface de terrains faisant partie d'une exploitation minière;

c) « règlement »: un règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi.

2. Dans la présente loi, l'expression « exercice financier » désigne la période

Bill No. 89

Mining Duties Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

INTERPRETATION AND GENERALITIES

1. The definitions contained in the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34) apply to this act and the regulations, unless the context requires otherwise.

However, for the purposes of this act and the regulations,

(a) "mining operation" or "mining" means all the work whereby mineral substances are explored for or extracted and treated for the purpose of obtaining a commercial product;

(b) "mine" means any opening or excavation made for the purpose of discovering or obtaining any mineral substance, including a quarry, a sand-pit or a well used for maintaining water pressure, for disposing of or injecting water or to create a source of water supply and the ways, works, machinery, mills, buildings and furnaces below or above the surface of lands in which mining is carried on;

(c) "regulation" means a regulation made by the Lieutenant-Governor in Council by virtue of this act.

2. In this act, the expression "fiscal year" means the period for which the

NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet propose une refonte de la Loi
des droits sur les mines.*

EXPLANATORY NOTE

*This bill proposes a thorough revision of
the Mining Duties Act.*

pour laquelle les comptes de l'entreprise d'un exploitant sont ordinairement arrêtés chaque année et, en l'absence d'une coutume établie, celle qu'il adopte.

Toutefois, un exercice financier ne peut excéder cinquante-trois semaines et il ne peut être changé sans l'autorisation écrite du ministre.

3. Aux fins de la présente loi, sont des personnes liées:

a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

b) une société et une personne qui en fait partie ou à laquelle un ou plusieurs associés sont ainsi unis ou par laquelle ont été avancés plus de la moitié des biens dont elle dispose;

c) une compagnie et une personne qui la contrôle directement ou indirectement, qui possède plus de la moitié du capital-actions ou qui a fourni à la compagnie par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;

d) les compagnies sous le contrôle direct ou indirect d'une même personne ou d'un même groupe de personnes;

e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes liées ayant cette compagnie sous leur contrôle direct ou indirect.

4. Aux fins de la présente loi:

a) des personnes sont unies par le lien du sang si l'une descend de l'autre ou est son frère ou sa soeur;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang autrement qu'à titre de frère ou soeur.

CHAPITRE II

ASSUJETTISSEMENT

5. Tout exploitant d'une mine au Québec, à l'exception du détenteur d'un bail d'exploitation soumis aux redevances

business accounts of an operator are ordinarily made up each year and, in the absence of an established practice, the fiscal year adopted by the operator.

Nevertheless, no fiscal year shall exceed fifty-three weeks and no change shall be made therein without the written authorization of the Minister.

3. For the purposes of this act, the following are related persons:

(a) individuals connected by blood relationship, marriage or adoption;

(b) a partnership and an individual who is a member thereof or with whom one or more partners are so connected or by whom more than one-half of its available property has been advanced;

(c) a company and an individual who directly or indirectly controls it or who holds more than one-half of its capital stock, or who has provided it, by loan or otherwise, with more than one-half of the property which it has available for its business;

(d) companies directly or indirectly controlled by the same person or group of persons;

(e) a company and a person who is one of several related persons by whom such company is directly or indirectly controlled.

4. For the purposes of this act:

(a) persons are connected by blood relationship if one is the descendant of the other, or is his brother or sister;

(b) persons are connected by marriage if one is married to the other or to a person connected with the other by blood relationship; and

(c) persons are connected by adoption if one has been adopted, legally or in fact, as the child of the other or as the child of a person connected with the other by blood relationship otherwise than as brother or sister.

CHAPTER II

LIABILITY

5. Every operator of a mine in Québec, except the holder of an operating lease subject to royalties fixed under section 178

fixées en vertu de l'article 178 de la Loi des mines (1965, 1^{re} session, chapitre 34), doit payer des droits sur son profit annuel pour chaque exercice financier.

of the Mining Act (1965, 1st session, chapter 34), shall pay duties on his annual profit for each fiscal year.

CHAPITRE III

CHAPTER III

CALCUL DU PROFIT ANNUEL

COMPUTATION OF ANNUAL PROFIT

SECTION I

DIVISION I

GÉNÉRALITÉS

GENERALITIES

6. La valeur brute de la production annuelle est la valeur réelle des substances minérales vendues ou utilisées par un exploitant pendant un exercice financier au prix du marché à l'époque de leur vente ou de leur usage ou la valeur réelle des substances minérales expédiées ou utilisées par un exploitant pendant un exercice financier au prix du marché à l'époque de leur expédition ou de leur usage, le tout selon la méthode régulièrement employée par l'exploitant.

6. The gross value of the annual output is the actual value of mineral substances sold or used by an operator during a fiscal year at the market price at the time of the sale or use thereof, or the actual value of mineral substances shipped or used by an operator during a fiscal year at the market price at the time of the shipping or use thereof, the whole according to the method regularly followed by the operator.

7. Dans le cas de doute, le ministre peut faire une évaluation des substances minérales vendues, expédiées ou utilisées par un exploitant, et cette évaluation constitue la valeur brute aux fins de la présente loi.

7. In case of doubt, the Minister may value the mineral substances sold, shipped or used by an operator, and such valuation shall constitute the gross value for the purposes of this act.

8. Le profit annuel, pour chaque exercice financier, est égal à la valeur brute de la production annuelle contre laquelle sont déduites les dépenses d'exploitation de la mine, de l'atelier de préparation, de l'usine de fonte et d'autres installations qui ont été encourues afin de réaliser cette valeur brute et, en particulier, les dépenses suivantes:

8. The annual profit, for each fiscal year, is equal to the gross value of the annual output, after deducting therefrom the operating expenses of the mine, the mill, the smelter and the other installations incurred in order to realize such gross value and, in particular, the following expenses:

a) la rémunération ou les salaires des employés et des ouvriers préposés à l'exploitation minière;

(a) salaries and wages of employees and workmen engaged in mining;

b) les dépenses générales et administratives directement reliées à l'exploitation minière;

(b) general and administrative expenses directly connected with mining;

c) le coût de toute recherche faite au Québec dans le but de réduire le coût de production ou de récupérer des produits minéraux additionnels, déduction faite du revenu provenant de cette recherche;

(c) the cost of any research carried out in Québec for the purpose of reducing production costs or of salvaging additional mineral products, less the revenue derived from such research;

d) les cotisations supportées par l'employeur à l'égard des employés et des ouvriers préposés à l'exploitation minière en vertu de la Loi des accidents du travail, (Statuts refondus, 1964, chapitre 159), la Loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1964, chapitre 144), la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143) et la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (Statuts du Canada);

e) les contributions faites dans le but d'assurer la sécurité, le bien-être ou la santé des employés et des ouvriers préposés à l'exploitation minière;

f) l'ensemble des dons faits au Québec pendant l'exercice financier pour des fins culturelles, d'enseignement ou de charité, à des organisations approuvées par le ministre, sans excéder toutefois 10 pour cent du profit annuel avant la déduction de ces dons;

g) le coût de l'énergie requise pour l'exploitation minière;

h) le coût des matières explosives, du combustible et des autres biens consommés dans l'exploitation minière;

i) le coût des assurances sur la production de la mine ainsi que sur les biens meubles et immeubles effectivement utilisés dans l'exploitation minière;

j) les taxes municipales et scolaires encourues par l'exploitant, à l'égard de l'exploitation minière ou de biens effectivement utilisés dans cette exploitation;

k) le coût du transport de la production de la mine s'il est à la charge de l'exploitant;

l) les dépenses d'entretien et de réparation encourues dans l'exercice financier à l'égard des biens meubles et immeubles effectivement utilisés dans l'exploitation minière;

m) le coût des travaux faits pendant l'exercice financier pour des puits, excavations, galeries, tranchées, sondages ou autres moyens d'exploration ou de mise en valeur dans les terrains de la mine pour son exploitation ou la recherche des minéraux;

n) les frais d'exploration minière et de mise en valeur encourus durant l'année au Québec sur des terrains autres que ceux qui font l'objet de l'exploitation minière principale pourvu que ces frais soient sup-

(d) contributions paid by the employer with respect to employees and workmen engaged in mining, under the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159), the Minimum Wage Act (Revised Statutes, 1964, chapter 144), the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 143) and the 1971 Unemployment Insurance Act (Statutes of Canada);

(e) contributions made for the purpose of ensuring the safety, welfare or health of the employees or workmen engaged in mining;

(f) all gifts made in Québec during the fiscal year for cultural, educational or charitable purposes to organizations approved by the Minister but not in excess of 10 per cent of the annual profit before deduction of such gifts;

(g) the cost of power required for mining;

(h) the cost of explosives, fuel and other property consumed in mining;

(i) the cost of insurance upon the output of the mine and upon moveable and immoveable property actually used in mining;

(j) municipal and school taxes incurred by the operator, with respect to mining or property used for mining;

(k) the cost of transportation of the output of the mine if borne by the operator;

(l) expenditures for maintenance and repair incurred during the fiscal year with respect to moveable and immoveable property actually used in mining;

(m) the cost of work done during the fiscal year with respect to shafts, excavations, drifts, trenches, borings or other means of exploration or development in the lands of the mine for the working thereof or for mineral exploration;

(n) the mining exploration and development expenses incurred during the year in Québec on lands other than those which are the site of the principal mining operation, provided that such cost is borne by

portés par l'exploitant et qu'une analyse détaillée en soit soumise au ministre; et

(o) une allocation, tel que prévu aux articles 9 à 26, pour dépréciation, pour développement, pour investissement et pour traitement de minerai.

SECTION II

ALLOCATION POUR DÉPRÉCIATION

9. Aux fins de la présente section, l'expression :

(a) « biens de la première catégorie » signifie un chemin, un bâtiment ou du matériel acheté avant le 1^{er} avril 1975 et effectivement utilisé dans l'exploitation minière;

(b) « biens de la seconde catégorie » signifie un chemin, un bâtiment ou du matériel acheté après le 31 mars 1975 et effectivement utilisé dans l'exploitation minière;

(c) « disposition » comprend toute opération ou tout événement qui donne droit au produit d'une disposition de biens;

(d) « produit de la disposition » d'un bien comprend :

i. le prix de vente d'un bien dont on a disposé;

ii. une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié illégalement;

iii. une indemnité pour un bien détruit et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance à l'égard de la perte ou de la destruction d'un bien;

iv. une indemnité pour un bien qu'une personne s'est approprié en vertu d'une loi ou à l'égard duquel elle a donné avis de son intention de se l'approprier ainsi;

v. une indemnité pour des actes ou omissions de la part d'une personne agissant ou non dans l'exercice d'un droit, en vertu d'une loi ou autrement, qui porte atteinte à un bien;

vi. une indemnité pour dommages à un bien et tout montant reçu ou à recevoir en vertu d'une police d'assurance couvrant de tels dommages, sauf dans la mesure où une telle indemnité ou un tel montant, selon le cas, est dépensé pour sa réparation dans un délai raisonnable après que les dommages ont été causés;

the operator and that a detailed analysis thereof is submitted to the Minister; and

(o) an allowance, as provided in sections 9 to 26, for depreciation, development, investment and ore treatment.

DIVISION II

DEPRECIATION ALLOWANCE

9. For the purposes of this division, the expression

(a) "property of the first class" means a road, a building or equipment purchased before 1 April 1975 and actually used in mining;

(b) "property of the second class" means a road, a building or equipment purchased after 31 March 1975 and actually used in mining;

(c) "disposition" includes any transaction or occurrence which confers the right to the proceeds of a disposition of property;

(d) "proceeds of disposition" of property includes:

i. the sale price of property disposed of;

ii. compensation for property appropriated unlawfully;

iii. compensation for property destroyed, and any amount received or receivable under an insurance policy in respect of the loss or destruction of property;

iv. compensation for property appropriated by a person under statutory authority, or in respect of which he has given notice of his intention to appropriate;

v. compensation for acts and omissions of a person whether or not he is acting in the exercise of a right, under statutory authority or otherwise, that injuriously affects property;

vi. compensation for property damage and any amount received or receivable under an insurance policy covering such damage, except to the extent that the compensation or amount, as the case may be, is expended to repair the damage within a reasonable delay after the damage is caused;

vii. le montant de la réduction de la dette d'un exploitant envers un créancier bénéficiant d'une sûreté réelle sur un bien par suite de la vente de ce bien en vertu de l'acte créant cette sûreté, et tout montant reçu par l'exploitant à même le produit d'une telle vente; et

viii. le montant par lequel la dette du propriétaire du bien envers un créancier est éteinte par suite de la remise du bien au créancier.

10. Un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour dépréciation, pour chaque exercice financier, un montant n'excédant pas 15 pour cent du coût, à la fin de cet exercice, de chacun des biens de la première catégorie ou n'excédant pas 30 pour cent du coût, à la fin de cet exercice, de chacun des biens de la seconde catégorie, jusqu'à ce que le coût de chacun des biens de l'une ou l'autre catégorie ait été déprécié en entier.

11. Aux fins de l'article 10, le coût de chacun des biens d'une catégorie quelconque, à la fin d'un exercice financier, ne doit pas excéder dans l'ensemble le coût de tous les biens de cette catégorie acquis avant la fin de cet exercice moins le moindre, pour chaque bien de la catégorie dont il a été disposé avant la fin de cet exercice, du produit de la disposition ou de son coût en capital.

12. Lorsqu'un exploitant dispose d'un bien d'une catégorie et que le moindre du produit de la disposition ou du coût en capital du bien excède le coût non déprécié des biens de cette catégorie, l'excédent doit être appliqué à réduire le coût non déprécié des biens de l'autre catégorie et, s'il est un reste, à réduire les dépenses admissibles en déduction en vertu de l'article 8.

13. Aux fins de l'article 12, le coût non déprécié des biens d'une catégorie, à un moment quelconque, est égal au coût en capital pour l'exploitant de tous les biens de cette catégorie acquis avant ce moment, moins l'ensemble:

a) de la dépréciation totale allouée à l'exploitant avant ce moment à l'égard de ces biens;

vii. the amount by which the liability of an operator to a secured creditor is reduced as the result of the sale of the property under a provision of the security, plus any amount received by the operator out of the proceeds of such sale; and

viii. the amount by which the liability of the owner of property to a creditor is extinguished as the result of the handing over of the property to the creditor.

10. An operator may deduct as depreciation allowance, for each fiscal year, an amount not exceeding 15 per cent of the cost at the end of that year of each property of the first class, or not exceeding 30 per cent of the cost at the end of that year of each property of the second class, until the cost of each property of one class or the other has been wholly depreciated.

11. For the purposes of section 10, the cost of all the property of any class, at the end of a fiscal year, must not exceed the cost of all the property of that class acquired before the end of that year, less the proceeds of disposition or the capital cost, whichever is less, of each property of that class disposed of before the end of that year.

12. Where an operator disposes of property of one class and the proceeds of disposition or the capital cost of the property, whichever is less, exceeds the undepreciated cost of the property of that class, the excess must be applied to the reduction of the undepreciated cost of the property of the other class, and any remainder, to the reduction of the expenses deductible under section 8.

13. For the purposes of section 12, the undepreciated cost of property of one class, at any time, is equal to the capital cost to the operator of all the property of that class acquired before that time, less the aggregate of

(a) the total depreciation allowed the operator before that time in respect of that property;

b) si l'exploitant a disposé avant ce moment d'un bien de cette catégorie, du moindre du produit de la disposition ou du coût en capital du bien; et

c) du montant dont l'article 12 exige la réduction à l'égard de la disposition d'un bien de l'autre catégorie.

14. Lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, l'allocation pour dépréciation doit être réduite proportionnellement au nombre de mois complets que comporte cet exercice financier par rapport à douze.

15. Lorsqu'un bien sujet à l'allocation pour dépréciation et appartenant à une personne est dévolu à un exploitant à la suite d'une ou plusieurs opérations entre personnes liées, le coût de ce bien pour l'exploitant et le produit de la disposition pour cette personne sont réputés être le moindre du montant effectivement payé par l'exploitant ou du coût de ce bien pour cette personne après en avoir déduit le montant de l'allocation pour dépréciation qui lui a été alloué à l'égard de ce bien.

SECTION III

ALLOCATION POUR DÉVELOPPEMENT

16. Un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour développement, pour chaque exercice financier, un montant n'excédant pas l'ensemble des frais visés aux paragraphes *m* et *n* de l'article 8 qui ont été encourus pendant un exercice financier antérieur et qui n'ont pas été déduits de la valeur brute de la production pour cet exercice antérieur, jusqu'à ce que ces frais aient été alloués en entier.

Toutefois, les frais encourus avant le 1^{er} janvier 1965 ne peuvent pas faire l'objet d'une allocation en vertu du présent article.

SECTION IV

ALLOCATION POUR INVESTISSEMENT

17. Un exploitant peut déduire à titre d'allocation pour investissement, pour chaque exercice financier, un montant n'excédant pas 33 1/3 pour cent des frais décrits

(b) if the operator has disposed of property of that class before that time, the proceeds of disposition or the capital cost of the property, whichever is less; and

(c) the amount required by section 12 to be reduced in respect of the disposition of property of the other class.

14. Where an operator's fiscal year is less than twelve months, the depreciation allowance must be reduced in such proportion as the number of complete months included in that fiscal year bears to twelve.

15. Where property allowable for depreciation allowance that belonged to a person has become vested in an operator following one or more transactions between related persons, the cost of that property to the operator and the proceeds of disposition for such person are deemed to be the lesser of the amount actually paid by the operator or the cost of that property to that person less the depreciation allowance allowed him with respect to that property.

DIVISION III

DEVELOPMENT ALLOWANCE

16. An operator may deduct as a development allowance, for each fiscal year, an amount not exceeding the aggregate of the expenses contemplated in paragraphs *m* and *n* of section 8 incurred during a previous fiscal year that have not been deducted from the gross value of the output for that previous fiscal year, until those expenses have been wholly allowed.

However, expenses incurred before 1 January 1965 shall not be included in an allowance under this section.

DIVISION IV

INVESTMENT ALLOWANCE

17. An operator may deduct as an investment allowance, for each fiscal year, an amount not exceeding 33 1/3 per cent of the expenses described in section

à l'article 18 et engagés durant la période commençant le 1^{er} avril 1975 et se terminant à la fin de l'exercice financier, moins les montants déduits à ce titre pour les exercices financiers précédents.

18. Les frais qui peuvent faire l'objet d'une allocation pour investissement en vertu de l'article 17 sont les suivants:

a) le coût pour l'exploitant d'un bien déterminé par règlement et effectivement utilisé par lui dans la fabrication de produits principalement à base de certains minerais;

b) le coût pour l'exploitant d'un bien sujet à l'allocation pour dépréciation et effectivement utilisé dans la transformation ou le traitement du minerai jusqu'au stade du métal brut ou l'équivalent, si ce bien n'a jamais fait l'objet d'une allocation en vertu de la présente section pour qui que soit, a été ainsi utilisé pour une période d'au moins douze mois consécutifs et n'est pas en même temps utilisé à d'autres fins pour plus de 25 pour cent de son utilisation totale; et

c) les frais d'exploration minière encourus depuis le 1^{er} avril 1975 au Québec, sur des terrains autres que ceux qui font l'objet de l'exploitation minière principale, dans la mesure où ils sont admissibles en vertu du paragraphe *n* de l'article 8.

19. L'allocation visée à l'article 17 ne doit pas excéder 33 1/3 pour cent du profit annuel après déduction de toutes les dépenses décrites à l'article 8 à l'exception de ladite allocation et de l'allocation pour traitement visée aux articles 20 à 26.

SECTION V

ALLOCATION POUR TRAITEMENT

20. Dans la présente section, on entend par:

a) « affinage »: tout traitement du produit d'une fonte ou d'un concentré dans le but d'éliminer les impuretés et dont le produit est un métal à l'état métallique d'un très haut degré de pureté;

b) « concentration »: tout traitement d'un minerai, d'un résidu ou d'un déchet pour séparer une substance minérale de sa gangue et en obtenir un concentré;

18 incurred during the period beginning on 1 April 1975 and ending at the end of the fiscal year, less the amounts deducted for that purpose for the preceding fiscal years.

18. The following expenses may be included in an investment allowance under section 17:

(a) the cost to the operator of a property specified by regulation that is actually used by him in the production of materials that are mainly products of certain ores;

(b) the cost to the operator of allowable depreciable property actually used in the processing or treatment of ore to the prime metal stage or its equivalent, if an allowance in respect of that property has never been taken previously under this division by any person and the property was so used for a period of at least twelve consecutive months during which it was not used for other purposes more than 25 per cent of the time; and

(c) the mining exploration expenses incurred from 1 April 1975, in Québec, on lands other than those which are the site of the principal mining operation, in so far as they are not deductible under paragraph *n* of section 8.

19. The allowance contemplated in section 17 shall not exceed 33 1/3 per cent of the annual profit after deducting all the expenses described in section 8, except the ore treatment allowance contemplated in sections 20 to 26.

DIVISION V

TREATMENT ALLOWANCE

20. In this division,

(a) "refining" means any treatment of castings or concentrate to remove impurities, producing very high grade metal in the metallic state;

(b) "concentration" means any treatment of ore, slag or scrap to separate a mineral substance from its gangue and obtain a concentrate;

c) « fonte » : tout traitement d'un minerai ou d'un concentré au cours duquel la charge est fondue et transformée chimiquement pour donner une scorie et une matte ou un métal à l'état métallique contenant des impuretés.

(c) "smelting" means any treatment of an ore or concentrate wherein the burden is melted and chemically converted to produce scoria and a matte or metal in the metallic state containing impurities.

21. L'exploitant d'une mine peut déduire à titre d'allocation pour traitement, pour chaque exercice financier, un montant égal :

21. The operator of a mine may deduct as an allowance for treatment, for each fiscal year, an amount equal to :

a) si l'exploitant ne fait pas de fonte ni d'affinage, à 8 pour cent du coût pour lui de chaque bien sujet à l'allocation pour dépréciation qui est en sa possession à la fin de l'exercice financier et qui est utilisé par lui au Québec, durant cet exercice, dans la transformation ou le traitement des substances minérales extraites de la mine, à l'exclusion toutefois du coût des biens servant au transport de ces substances en dehors des terrains de la mine;

(a) if the operator does no smelting or refining, 8 per cent of the cost to him of each property eligible for depreciation allowance owned by him at the end of the fiscal year and used by him in Québec, during that year, in the processing or treatment of the mineral substances extracted from the mine, excluding however the cost of property used for the transportation of those substances outside the lands of the mine;

b) si l'exploitant fait de la fonte ou de l'affinage, à 15 pour cent du coût de chaque bien sujet à l'allocation pour dépréciation visé au paragraphe a. Toutefois, les biens utilisés dans la transformation ou le traitement du minerai des mines d'or et d'argent, ne sont pas éligibles à l'allocation de 15 pour cent.

(b) if the operator does smelting or refining, 15 per cent of the cost of each property eligible for the depreciation allowance mentioned in paragraph a. However, the property used to process or treat ore from gold and silver mines is not eligible for the 15 per cent allowance.

22. Aux fins du paragraphe b de l'article 21, lorsqu'un bien y visé est utilisé dans la concentration, l'allocation calculée en fonction du coût de ce bien est réduite d'un montant égal à 7 pour cent de la proportion du coût de ce bien représentée par le rapport entre la quantité de minerai concentré produit par l'exploitant qui n'est pas fondu ni affiné par lui sur la quantité totale de minerai concentré produit par lui.

22. For the purposes of paragraph b of section 21, where any property mentioned therein is used in the concentration process, the allowance computed proportionately to the cost of that property shall be reduced by an amount equal to 7 per cent of such proportion of the cost of that property as the quantity of concentrated ore produced by the operator which he does not smelt or refine himself bears to the total quantity of concentrated ore he produces himself.

23. Lorsqu'un bien dont le coût sert de base au calcul de l'allocation pour traitement est utilisé dans un exercice financier à la fois pour la transformation ou le traitement des substances minérales et pour une autre fin, l'allocation pour traitement à l'égard de ce bien doit être réduite en proportion de son utilisation pour la transformation ou le traitement des substances minérales sur son utilisation totale.

23. Where the basis for computing the treatment allowance is the cost of property used in a fiscal year both for the treatment or processing of mineral substances and for another purpose, the treatment allowance for that property shall be reduced in such proportion as its use for the processing or treatment of mineral substances bears to its whole use.

24. Lorsqu'un exploitant fait de la transformation ou du traitement d'une substance minérale pour un tiers, l'allocation pour traitement est réduite en proportion de la quantité de minerai qu'il traite ou transforme pour son propre compte sur la quantité totale de minerai qu'il traite ou transforme.

25. Lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, l'allocation pour traitement est réduite proportionnellement au nombre de mois complets compris dans cet exercice financier par rapport à douze.

26. L'allocation pour traitement prévue à la présente section ne doit être ni inférieure à 15 pour cent du profit après déduction de toutes les dépenses décrites à l'article 8 à l'exception de cette allocation ni supérieure à 65 pour cent de tel profit.

SECTION VI

LIMITATIONS

27. Un exploitant ne peut déduire, dans le calcul de son profit annuel, aucun montant à l'égard:

a) d'une somme dépensée, sauf dans la mesure où elle l'a été par l'exploitant en vue de réaliser ou de produire un profit découlant d'une exploitation minière;

b) des frais de constitution, d'organisation ou de réorganisation;

c) du coût de la mise en valeur de la mine avant le commencement de la production en quantité commerciale, sauf tel que prévu à l'article 16;

d) d'une perte ou d'un remplacement de capital, d'un paiement à compte de capital, sauf ce qui est expressément permis par la présente loi;

e) de l'amortissement de la valeur de la mine et du terrain minier;

f) des redevances payées eu égard à la production;

g) des dépenses afférentes à des opérations manufacturières et industrielles;

h) des frais de financement;

i) des droits payables en vertu de la présente loi;

24. Where an operator processes or treats a mineral substance for a third party, the treatment allowance is reduced in such proportion as the quantity of ore treated or processed by him for his own account bears to the quantity of ore treated or processed by him.

25. Where an operator's fiscal year is less than twelve months, the treatment allowance shall be reduced in such proportion as the number of complete months included in that fiscal year bears to twelve.

26. The treatment allowance provided for in this division shall not be less than 15 per cent of the profit, after deducting all the expenses described in section 8 except that allowance, nor more than 65 per cent of that profit.

DIVISION VI

LIMITATIONS

27. An operator shall not deduct, in computing his annual profit, any amount in respect of

(a) any sum expended, except to the extent to which it was expended by the operator for the purpose of realizing or producing a profit from mining;

(b) costs of incorporation, organization or reorganization;

(c) the cost of development of the mine before the commencement of production in commercial quantities, except as provided in section 16;

(d) any loss or replacement of capital, or payment to capital account, except as expressly permitted by this act;

(e) amortization of the value of the mine and of the mining land;

(f) royalties paid in respect of output;

(g) expenses relating to manufacturing and industrial operations;

(h) costs of financing;

(i) duties payable under this act;

j) des taxes sur les profits, sur le capital et places d'affaires ainsi que les impôts sur les revenus;

k) des dividendes et de toute distribution de surplus ou de capital social;

l) des réserves et provisions;

m) de la partie des dépenses couvertes par un subside ou autre aide quelconque, y compris un paiement en vertu de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or (Statuts du Canada); et

n) des déductions admises dans le calcul du profit d'une année antérieure.

(j) taxes on profits, capital and places of business and income taxes;

(k) dividends and any distribution of surplus or capital;

(l) reserves and provisions;

(m) the portion of expenses covered by a subsidy or any other assistance, including any payment under the Emergency Gold Mining Assistance Act (Statutes of Canada); and

(n) deductions allowed in computing a previous year's profit.

28. Un montant dont la présente loi autorise la déduction relativement à un déboursé ou une dépense ne peut être déduit que dans la mesure où ce déboursé ou cette dépense sont raisonnables dans les circonstances.

28. An amount deductible under this act in respect of an outlay or expense shall not be deducted except to the extent that such outlay or expense is reasonable in the circumstances.

29. Un déboursé ou une dépense découlant d'une opération avec une personne liée à l'exploitant sont réputés ne pas excéder la juste valeur marchande des biens ou des services fournis; d'autre part, un exploitant qui a fourni des biens ou des services par suite d'une opération avec une personne liée est réputé avoir reçu un montant au moins égal à la juste valeur marchande de ces biens ou services.

29. An outlay or expense resulting from a transaction with a person related to the operator is deemed not to exceed the fair market value of the property or services supplied; on the other hand, any operator who has supplied property or services pursuant to a transaction with a related person is deemed to have received an amount at least equal to the fair market value of such property or services.

CHAPITRE IV

CALCUL DES DROITS

30. Dans le calcul des droits, un exploitant peut déduire un montant de \$150,000 de son profit annuel à titre d'exemption; toutefois, lorsque l'exercice financier d'un exploitant est inférieur à douze mois, ledit montant de \$150,000 est réduit proportionnellement au nombre de mois complets compris dans cet exercice financier par rapport à douze.

31. Les droits payables par un exploitant sur son profit annuel, déduction faite de l'exemption, sont:

a) 15 pour cent du profit n'excédant pas \$3,000,000;

b) 20 pour cent du profit excédant \$3,000,000 mais n'excédant pas \$10,000,000;

CHAPTER IV

COMPUTATION OF DUTIES

30. In computing duties, an operator may deduct as an exemption an amount of \$150,000 from his annual profit; however, where the fiscal year of an operator is less than twelve months, the said amount of \$150,000 shall be reduced in such proportion as the number of complete months included in that fiscal year bears to twelve.

31. The duties payable by an operator on his annual profit, less the exemption, shall be:

(a) 15 per cent of the profit not exceeding \$3,000,000;

(b) 20 per cent of the profit exceeding \$3,000,000 but not exceeding \$10,000,000;

c) 25 pour cent du profit excédant \$10,000,000 mais n'excédant pas \$20,000,000;

d) 30 pour cent du profit excédant \$20,000,000.

32. Nonobstant l'article 30, lorsque plusieurs exploitants ont été liés l'un à l'autre, à quelque époque que ce soit d'un exercice financier, les droits totaux exigibles d'eux, pour leur exercice financier qui se termine dans une même année civile, sont calculés sur l'ensemble du profit annuel de chacun de ces exploitants, déduction faite d'une seule exemption visée à l'article 29, et les droits payables par chacun d'eux sont une partie de ces droits totaux proportionnellement à son profit annuel par rapport à l'ensemble du profit annuel de ces exploitants.

Cependant, si chacun de ces exploitants fait parvenir au ministre avant l'expiration du délai pour produire sa déclaration en vertu de l'article 33, une entente quant à la répartition entre eux de l'ensemble de leur profit annuel pour les fins du calcul des droits, les droits totaux exigibles sont répartis suivant cette entente.

CHAPITRE V

ÉTALEMENT DU PROFIT ANNUEL

33. Les droits payables pour un exercice financier ne doivent pas être supérieurs à l'excédent de trois fois le montant des droits qui seraient payables si le profit annuel pour cet exercice était égal au profit annuel moyen pour la période couvrant les trois derniers exercices financiers, y compris l'exercice financier en cause, sur le plus élevé du montant des droits qui ont effectivement été payés pour les deux exercices financiers précédents ou qui auraient été payables en l'absence de la déduction prévue à l'article 34.

Un exercice financier de moins de cinquante-deux semaines ne doit pas être inclus dans la période sauf s'il en est autrement prévu et aux conditions fixées par règlement.

34. Aux fins de l'article 33, le profit annuel moyen d'un exploitant doit être

(c) 25 per cent of the profit exceeding \$10,000,000 but not exceeding \$20,000,000;

(d) 30 per cent of the profit exceeding \$20,000,000.

32. Notwithstanding section 30, where several operators have been related to each other at any time during a fiscal year, the total duties payable by each for the fiscal year ending in the same calendar year shall be computed on the aggregate annual profit of each of such operators, less a single exemption referred to in section 29, and the duties payable by each shall be the proportion of such total duties that his annual profit is of the total annual profit of such operators.

Nevertheless, if before the expiry of the delay for filing their returns under section 33, each of such operators sends to the office of the Minister an agreement respecting the apportionment among them of their total profit for the purposes of computing the duties, the total duties payable shall be apportioned according to such agreement.

CHAPTER V

AVERAGING OF THE ANNUAL PROFIT

33. The duties payable for a fiscal year shall not be higher than the amount by which three times the amount of the duties that would be payable if the annual profit for that year were equal to the average annual profit for the period covering the last three fiscal years, including the fiscal year in question, exceeds the greater of the amount of the duties actually paid for the last two fiscal years and the duties that would have been paid had no deduction been made under section 34.

No fiscal year of less than fifty-two weeks shall be included in that period unless otherwise provided and on the conditions fixed by regulation.

34. For the purposes of section 33, the average annual profit of the operator

calculé comme si toute perte encourue dans l'un des exercices financiers de la période y mentionnée était nulle; toutefois, l'exploitant pourra déduire de ses droits autrement payables pour les deux exercices financiers suivant celui pendant lequel la perte a été encourue, un montant n'excédant pas dans l'ensemble 15 pour cent du montant de la perte.

35. Les articles 33 et 34 s'appliquent à plusieurs exploitants qui sont liés l'un à l'autre comme s'il s'agissait d'un seul exploitant en tenant compte des modalités prévues par règlement lorsqu'un de ces exploitants cesse d'être lié aux autres ou lorsqu'un exploitant devient lié à ces exploitants pendant un exercice financier.

CHAPITRE VI

PROCESSUS ADMINISTRATIF ET APPELS

SECTION I

DÉCLARATIONS

36. Tout exploitant d'une mine doit, dans les six mois qui suivent l'expiration de son exercice financier, faire parvenir au ministre dans la forme prescrite par ce dernier une déclaration de son profit annuel contenant une copie certifiée des états financiers de l'entreprise et des annexes pertinentes.

Le ministre peut en tout temps proroger le délai fixé pour la production de la déclaration.

37. Tout syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre et tout agent ou autre personne qui administre, liquide ou contrôle de quelque manière que ce soit les biens, les affaires, la succession ou le revenu d'un exploitant qui n'a pas produit la déclaration visée à l'article 36 pour un exercice financier, doit produire cette déclaration.

38. Toute personne tenue de produire une déclaration en vertu de la présente section doit dans cette déclaration estimer le montant des droits payables.

shall be computed as if any loss incurred in any of the fiscal years of the period mentioned therein were nil; however, the operator may deduct from his duties otherwise payable for the two fiscal years following that during which the loss was incurred, an amount not exceeding, in all, 15 per cent of the amount of the loss.

35. Sections 33 and 34 apply to several operators related to each other as if only one operator were involved in accordance with the terms and conditions provided for by regulation, where one of those operators ceases to be related to the others or when an operator becomes related to such operators during a fiscal year.

CHAPTER VI

ADMINISTRATIVE PROCEDURE AND APPEALS

DIVISION I

RETURNS

36. Every operator of a mine shall, within six months after the expiry of his fiscal year, file with the Minister in the form prescribed by him a return of his annual profit with a certified copy of the financial statements of the business and the pertinent schedules.

The Minister may at any time extend the delay fixed for filing the return.

37. Every trustee in bankruptcy, assignee, liquidator, curator, sequestrator and every agent or other person administering, winding-up or controlling in any manner whatever the property, business, estate or income of an operator who has not filed the return mentioned in section 36 for a fiscal year, shall file such return.

38. Every person required to file a return under this division shall in such return estimate the amount of the duties payable.

SECTION II

COTISATIONS

39. Le ministre doit examiner avec diligence chaque déclaration de profit qui lui est transmise et déterminer les droits payables ainsi que les intérêts et pénalités exigibles, le cas échéant.

40. Après examen d'une déclaration, le ministre transmet un avis de cotisation à la personne qui a produit cette déclaration.

41. Le fait qu'une cotisation soit inexacte ou incomplète ou qu'aucune cotisation n'ait été faite n'a aucun effet sur la responsabilité de l'exploitant à l'égard des droits prévus par la présente loi.

42. Le ministre peut, en tout temps, déterminer les droits, les intérêts et les pénalités en vertu de la présente loi, ou notifier par écrit à toute personne qui a produit une déclaration pour un exercice financier qu'aucun droit n'est payable pour cet exercice financier.

43. Le ministre peut déterminer de nouveau les droits, les intérêts et les pénalités et faire une nouvelle cotisation ou établir une cotisation supplémentaire, selon le cas:

a) dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification portant qu'aucun impôt n'est payable pour un exercice financier;

b) en tout temps, si l'exploitant ou la personne qui a produit la déclaration

i. a fait une fausse représentation des faits par incurie ou par omission volontaire ou a commis une fraude en produisant la déclaration ou en fournissant un renseignement prévu en vertu de la présente loi; ou

ii. a adressé au ministre une renonciation, dans la forme prescrite, dans les quatre ans à compter du jour du dépôt à la poste de l'avis de première cotisation ou de la notification portant qu'aucun impôt n'est payable.

DIVISION II

ASSESSMENTS

39. The Minister shall examine with dispatch each return of profit sent to him and assess the duties payable and the interest and penalties, if any, which are exigible.

40. After examination of a return, the Minister shall send a notice of assessment to the person by whom the return was filed.

41. The liability of an operator for the duties provided for by this act is not affected by an incorrect or incomplete assessment or by the fact that no assessment has been made.

42. The Minister may at any time assess duties, interest and penalties under this act, or notify in writing any person by whom a return has been filed for a fiscal year that no duty is payable for that fiscal year.

43. The Minister may also again assess the duties, interest and penalties and reassess or make an additional assessment, as the case may be,

(a) within four years from the day of mailing of the notice of an original assessment or of a notification that no tax is payable for a fiscal year;

(b) at any time, if the operator or the person who filed the return

i. has made a misrepresentation that is attributable to neglect or wilful default or has committed any fraud in filing the return or in supplying any information provided for in this act; or

ii. has filed with the Minister a waiver in prescribed form within four years from the day of mailing of the notice of an original assessment or of the notification that no tax is payable.

44. Le ministre n'est pas lié par une déclaration produite ou par les renseignements fournis par un exploitant ou en son nom et il peut, nonobstant la déclaration ou les renseignements ou en l'absence d'une déclaration, déterminer les droits payables.

44. The Minister is not bound by a return filed or by the information supplied by or on behalf of an operator, and may, notwithstanding the return or information or if no return has been filed, assess the duties payable.

45. Sous réserve des modifications ou de l'annulation résultant d'une opposition ou d'un appel et sous réserve d'une nouvelle cotisation, une cotisation est réputée valide et tenante nonobstant toute erreur, vice de forme ou omission qui s'y trouve ou qui se trouve dans toute procédure s'y rattachant.

45. An assessment shall, subject to being varied or vacated on an objection or appeal and subject to a reassessment, be deemed to be valid and binding notwithstanding any error, defect or omission therein or in any proceeding relating thereto.

SECTION III

DIVISION III

PAIEMENT DES DROITS

PAYMENT OF DUTIES

46. Tout exploitant assujetti aux droits en vertu de la présente loi doit payer au ministre, pendant la période de douze mois se terminant six mois après la fin de chaque exercice financier :

46. Every person liable for the duties under this act shall pay to the Minister, during the period of twelve months ending six months after the end of each fiscal year :

a) au plus tard le dernier jour de chacun des neuf premiers mois de la période, un montant égal au douzième des droits payables sur son profit pour son exercice financier précédent ou des droits estimés sur son profit prévu pour l'exercice financier ;

(a) on or before the last day of each of the first nine months of the period, an amount equal to one-twelfth of the duties payable on his profit for his preceding fiscal year or of the duties estimated on his profit provided for the fiscal year ;

b) au plus tard le dernier jour de chacun des deux mois suivants, un montant égal au tiers du solde des droits estimés sur son profit pour l'exercice ; et

(b) on or before the last day of the ensuing two months, an amount equal to one-third of the remainder of the duties estimated on his profit for the fiscal year ; and

c) au plus tard le dernier jour de la période, le solde des droits estimés sur son profit pour l'exercice suivant l'article 38.

(c) on or before the last day of the period, the remainder of the duties estimated on his profit for the fiscal year according to section 38.

47. Tout exploitant doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer au ministre les droits, y compris les intérêts et pénalités exigibles de lui et encore impayés, qu'une opposition ou un appel à l'égard de la cotisation soit ou non en cours.

47. Every operator shall, within thirty days from the date of mailing of a notice of assessment, pay to the Minister the duties, including interest and penalties, exigible from him and then remaining unpaid, whether or not an objection to or appeal from the assessment is pending.

48. Lorsque, de l'avis du ministre, un exploitant tente d'éviter le paiement des droits, le ministre peut ordonner que tous les droits, y compris les intérêts et les

48. Where, in the opinion of the Minister, an operator is attempting to avoid payment of duties, the Minister may direct that all duties, including interest and pen-

pénalités, soient payés immédiatement sur cotisation.

49. Quiconque est tenu, en vertu de l'article 37, de produire la déclaration d'une autre personne pour un exercice financier doit, dans les trente jours qui suivent la date du dépôt à la poste d'un avis de cotisation, payer tous les droits, y compris les intérêts et pénalités, exigibles de cette personne ou à l'égard de celle-ci, dans la mesure où il a ou a eu, à une date quelconque depuis l'exercice financier, en sa possession ou sous son contrôle des biens appartenant à cette autre personne ou à sa succession; il est alors réputé avoir effectué ce paiement pour le compte de cette autre personne.

SECTION IV

INTÉRÊTS

50. Lorsque la somme versée par un exploitant à titre de droits payables pour un exercice financier avant l'expiration du délai accordé pour la production de sa déclaration est inférieure au montant des droits payables pour ledit exercice, la personne tenue d'acquitter les droits doit payer un intérêt au taux fixé par règlement sur la différence entre ces deux montants, à compter de l'expiration du délai accordé pour la production de la déclaration jusqu'au jour du paiement; si aucun montant n'a été versé par l'exploitant, cet intérêt est exigible sur le montant total des droits payables pour la même période.

51. En plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 50, l'exploitant tenu de faire un versement en vertu de l'article 46 doit payer un intérêt, sur tout versement ou partie de versement qu'il n'a pas fait, au taux fixé par règlement pour la période s'étendant de la date de l'expiration du délai accordé pour faire le versement jusqu'au jour du versement ou jusqu'au jour auquel il devient redevable d'un intérêt en vertu dudit article, suivant le jour qui survient le premier; toutefois, le ministre est autorisé à compenser en totalité ou en partie les intérêts payés en vertu du présent article pour un exercice financier en

alties, be paid immediately on assessment.

49. Every person required, by section 37, to file the return of another person for a fiscal year shall, within thirty days of the date of mailing of the notice of assessment, pay all duties, interest and penalties, exigible from such person or in respect of him, to the extent that he has or had at any time since the fiscal year, in his possession or control, property belonging to that person or his estate; he is deemed thereupon to have made that payment on behalf of such other person.

DIVISION IV

INTEREST

50. Where the amount paid by an operator as duties payable for a fiscal year before the expiry of the time allowed for filing his return, is less than the amount of the duties payable for that year, the person liable to pay the duties shall pay interest at the rate fixed by regulation on the difference between those two amounts, from the expiration of the delay for filing the return to the day of payment; if no amount has been paid by the operator, such interest is exigible on the total amount of duties payable for the same period.

51. In addition to the interest payable under section 50, the operator liable to make a payment under section 46 shall pay interest, on any payment or part of a payment he has not made, at the rate fixed by regulation for the period extending from the date of expiry of the delay for making payment to the day of payment or to the day when he becomes liable to pay interest under the said section, whichever is earlier; however, the Minister is authorized to compensate in whole or in part the interest paid under this section for a fiscal year by applying the same rate to the excess payments.

appliquant le même taux aux versements excédentaires.

52. Aux fins de l'article 51, l'exploitant requis de faire un versement en vertu de l'article 47 est réputé avoir été redevable de versements basés sur le moindre de ses droits payables pour l'exercice financier précédent ou de ceux payables pour l'exercice financier en cours.

52. For the purposes of section 51, the operator required to make a payment under section 47 is deemed to have owed payments based on the lesser of his duties payable for the preceding fiscal year and those payable for the current fiscal year.

SECTION V

PÉNALITÉS

53. Quiconque omet de faire une déclaration dans la forme prescrite et dans les délais prévus, conformément aux articles 36 à 38, est passible d'une pénalité égale à 5 pour cent des droits impayés à l'époque où la déclaration devait être produite, sans excéder cependant \$2,000.

54. Quiconque omet de fournir sur une formule prescrite tout renseignement requis en vertu des articles 36 à 38 est passible d'une pénalité égale à 1 pour cent des droits payables mais d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cent dollars.

55. Quiconque a, volontairement et de quelque manière éludé ou tenté d'éluder l'acquiescement des droits exigibles pour un exercice financier ou une partie d'un exercice est passible d'une pénalité que le ministre fixe et qui ne doit pas être inférieure à 15 pour cent ni supérieure à 50 pour cent du montant des droits qui ont été éludés ou qu'il a cherché à éluder.

56. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que les droits qui seraient payables par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, sont inférieurs aux droits qu'elle doit payer, cette personne est passible d'une pénalité de 25 pour cent de la différence entre ces deux montants.

DIVISION V

PENALTIES

53. Every person who fails to make a return in the form prescribed and within the delays provided, in accordance with sections 36 to 38, is liable to a penalty equal to 5 per cent of the duties unpaid at the time when such return must be filed, without, however, exceeding \$2,000.

54. Every person who fails to complete on a prescribed form the information required under sections 36 to 38 is liable to a penalty equal to 1 per cent of the duties payable but not less than twenty-five dollars nor more than one hundred dollars.

55. Whoever has wilfully and in any manner evaded or attempted to evade payment of the duties payable by him for a fiscal year or part thereof is liable to a penalty, to be fixed by the Minister, of not less than 15 per cent and not more than 50 per cent of the amount of the duties evaded or sought to be evaded.

56. If a person, knowingly or under circumstances amounting to gross negligence, makes a statement or omission in a return, certificate or answer made or filed under this act, or participates therein or assents thereto, as a result of which the duties that would be payable by him, if he were assessed on the basis of the information furnished, are less than the duties he must pay, such person is liable to a penalty of 25 per cent of the difference between such two amounts.

57. Aux fins d'un appel interjeté en vertu de la présente loi et portant sur une pénalité, le fardeau de prouver les faits visés aux articles 55 et 56 incombe au ministre.

SECTION VI

REMBOURSEMENTS

58. Lorsqu'un exploitant produit une déclaration dans les quatre ans qui suivent la fin d'un exercice financier et qu'il a payé à titre de droits pour cet exercice un montant supérieur à celui qui était exigible de lui, le ministre peut rembourser l'excédent à l'exploitant en même temps qu'il lui expédie l'avis de cotisation pour cet exercice; le ministre doit effectuer ce remboursement si l'exploitant lui en fait la demande dans le même délai.

59. Lorsqu'un exploitant qui a droit à un remboursement en vertu de l'article 58 est aussi débiteur en vertu de la présente loi ou sur le point de l'être, le ministre peut affecter ce remboursement au paiement de la dette de cet exploitant, jusqu'à concurrence de cette dette, et lui en donner avis.

60. Lorsqu'un montant payé en trop par un exploitant lui est remboursé ou est affecté à une autre de ses obligations, l'intérêt au taux fixé en vertu de l'article 50 lui est payé sur cet excédent pour la période se terminant le jour de ce remboursement ou de cette affectation et commençant à la plus tardive des dates suivantes:

- a) le jour où l'excédent des droits a été payé;
- b) le jour auquel ou avant lequel la déclaration qui a fait l'objet du paiement des droits devait être produite; ou
- c) le jour où l'exploitant a produit cette déclaration.

Toutefois, aucun intérêt n'est payé lorsque le montant calculé en vertu du présent article est inférieur à un dollar.

SECTION VII

OPPOSITIONS

61. Un exploitant qui s'oppose à une cotisation prévue par la présente loi peut,

57. For the purposes of an appeal brought under this act respecting a penalty, the burden of establishing the facts contemplated in sections 55 and 56 is on the Minister.

DIVISION VI

REFUNDS

58. Where an operator has filed a return within four years from the end of a fiscal year and has paid as duties for such fiscal year an amount greater than that which was exigible from him, the Minister may refund the excess to the operator at the same time as he sends him the notice of assessment for that year; the Minister shall make such refund if the operator applies for it within the same delay.

59. Where an operator entitled to a refund under section 58 is also a debtor under this act or is about to be a debtor, the Minister may apply such refund to the payment of the debt of such operator, up to the amount of such debt, and notify him of it.

60. Where an overpayment by an operator is refunded or applied to another liability, interest at the rate fixed in accordance with section 50 is paid to him on such excess for the period ending on the day of such refund or application and commencing on the latest of the following dates:

- (a) the day when the overpayment was made;
- (b) the day on or before which the return giving rise to the payment of the duties was required to be filed; or
- (c) the day when the operator filed such return.

However, no interest shall be paid when the amount computed under this section is less than one dollar.

DIVISION VII

OBJECTIONS

61. An operator who objects to an assessment under this act may, within

dans les quatre-vingt-dix jours de la date d'expédition par la poste de l'avis de cotisation, signifier au ministre un avis d'opposition, en double exemplaire, dans la forme prescrite, exposant les motifs de son opposition et tous les faits pertinents.

62. Un avis d'opposition prévu à l'article 58 doit être signifié par la poste, sous pli recommandé adressé au ministre.

63. Dès réception de l'avis d'opposition, le ministre doit avec toute la diligence possible examiner de nouveau la cotisation et annuler, ratifier ou modifier cette dernière ou établir une nouvelle cotisation et faire connaître sa décision à l'exploitant par avis transmis par la poste sous pli recommandé.

64. L'article 61 ne s'applique pas à la nouvelle cotisation visée à l'article 63.

65. Une nouvelle cotisation établie par le ministre suivant l'article 63 n'est pas invalide pour le seul motif qu'elle n'a pas été établie dans les quatre ans de la date d'expédition par la poste d'un avis de première cotisation ou d'une notification visée à l'article 42.

66. Le Ministre peut accepter un avis d'opposition en vertu de la présente section même si cet avis n'a pas été signifié en double exemplaire ou de la manière requise par l'article 61.

SECTION VIII

APPELS

67. Lorsqu'un exploitant a signifié un avis d'opposition prévu à l'article 61, il peut interjeter appel auprès de la Cour provinciale siégeant pour le district où il réside pour faire annuler ou modifier la cotisation:

a) après que le ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation; ou

b) après l'expiration des cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition sans que le ministre ait notifié à l'exploitant le fait qu'il a annulé

ninety days from the day of mailing of the notice of assessment, serve on the Minister a notice of objection in duplicate in prescribed form setting out the reasons for the objection and all relevant facts.

62. A notice of objection under section 58 shall be served by being sent by registered mail addressed to the Minister.

63. Upon receipt of the notice of objection, the Minister shall with all due dispatch reconsider the assessment and vacate, confirm or vary the assessment or reassess and make his decision known to the operator by sending him a notice by registered mail.

64. Section 61 does not apply to the new assessment contemplated in section 63.

65. A reassessment made by the Minister pursuant to section 63 is not invalid by reason only of not having been made within four years from the day of mailing of a notice of an original assessment or of a notification contemplated in section 42.

66. The Minister may accept a notice of objection under this division even if such notice was not served in duplicate or in the manner required by section 61.

DIVISION VIII

APPEALS

67. Where an operator has served a notice of objection under section 61, he may appeal to the Provincial Court sitting for the district in which he resides to have the assessment vacated or varied after either

(a) the Minister has confirmed the assessment or reassessed; or

(b) one hundred and eighty days have elapsed after service of the notice of objection and the Minister has not notified the operator that he has vacated or con-

ou ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.

68. Nul appel prévu à l'article 67 ne peut être interjeté après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date où avis a été expédié par la poste à l'exploitant, en vertu de l'article 63, portant que le ministre a ratifié la cotisation ou procédé à une nouvelle cotisation.

69. Une cotisation ne doit pas être annulée ou modifiée lors d'un appel par suite d'irrégularité, de vice de forme, d'omission ou d'erreur de la part de qui que ce soit dans l'observation d'une disposition non-péremptoire de la présente loi.

70. L'appel prévu à l'article 69 est institué, entendu et décidé suivant les articles 795 à 803 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23) et lesdits articles s'appliquent *mutatis mutandis* à cet appel ainsi qu'à un appel devant la Cour d'appel.

La requête en Cour provinciale doit être dirigée contre le sous-ministre des richesses naturelles et la signification doit en être faite à lui ou à une personne ayant la garde de son bureau.

CHAPITRE VII

EXÉCUTION ET APPLICATION

SECTION I

LIVRES, COMPTES ET RAPPORTS

71. Tout exploitant doit tenir en la manière prescrite par règlement des registres et des livres de compte, y compris un inventaire annuel, à son lieu d'affaires ou de résidence ou à tout autre lieu que le ministre désigne.

72. Les registres et livres mentionnés à l'article 71 doivent être tenus dans la forme appropriée et renfermer les renseignements permettant d'établir le montant des droits qui doivent être payés en vertu de la présente loi.

73. Lorsqu'un exploitant ne tient pas les registres et livres de compte adéquats,

firmed the assessment or reassessed.

68. No appeal under section 67 may be instituted after the expiry of ninety days from the day notice has been mailed to the operator under section 63 that the Minister has confirmed the assessment or reassessed.

69. An assessment shall not be vacated or varied on appeal by reason only of any irregularity, informality, omission or error on the part of anyone in the observance of any non-peremptory provision of this act.

70. The appeal provided for by section 69 shall be brought, heard and decided in accordance with sections 795 to 803 of the Taxation Act (1972, chapter 23) and the said sections apply *mutatis mutandis* to such appeal and to an appeal before the Court of Appeal.

The motion before the Provincial Court shall be directed against the Deputy Minister of Natural Resources and service thereof shall be made upon him or upon a person having charge of his office.

CHAPTER VII

ENFORCEMENT AND ADMINISTRATION

DIVISION I

BOOKS, ACCOUNTS AND REPORTS

71. Every operator shall keep, in the manner prescribed by regulation, records and books of account, including a yearly inventory, at his place of business, his residence or at any other place designated by the Minister.

72. The records and books referred to in section 71 shall be kept in the proper form and contain the information necessary to establish the amounts of the duties which must be paid pursuant to this act.

73. Where an operator fails to keep the appropriate records and books of

le ministre peut lui enjoindre de tenir les registres et livres de compte qu'il spécifie et cet exploitant doit se soumettre à cette obligation.

74. Quiconque est requis en vertu de la présente loi de tenir des registres et livres de compte doit les conserver ainsi que les factures et toute autre pièce nécessaire à la vérification des renseignements contenus dans ces registres ou livres de compte jusqu'à ce que permission écrite d'en disposer ait été obtenue du ministre.

SECTION II

VÉRIFICATION ET ENQUÊTES

75. Toute personne qui y est autorisée par le ministre peut, pour toute fin ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi, pénétrer en tout temps convenable dans tout lieu ou endroit dans lesquels une entreprise reliée à l'exploitation minière est exercée où des biens sont gardés, ou dans lequel sont ou devraient être tenus des livres ou registres en conformité de la présente loi.

La personne ainsi autorisée peut :

a) vérifier ou examiner les livres et registres, et tout compte, pièce justificative, lettre, télégramme ou autre document qui se rapporte ou qui peut se rapporter aux renseignements qui se trouvent ou devraient se trouver dans les livres ou registres, et prendre copie de tout document qu'elle juge nécessaire;

b) examiner tout procédé ou toute méthode dont l'examen peut, à son avis, lui aider à vérifier le montant des droits exigibles en vertu de la présente loi;

c) obliger le propriétaire ou le gérant des biens ou de l'entreprise et toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans sa vérification ou son examen, à répondre à toute question appropriée se rapportant à la vérification ou à l'examen, soit oralement, soit, si ladite personne autorisée l'exige, par écrit, sous serment ou par déclaration solennelle et, à cette fin, obliger le propriétaire ou le gérant à l'accompagner sur les lieux; et

d) si, au cours d'une vérification ou d'un examen, il lui paraît qu'une infraction à la présente loi ou à un règlement a été

account, the Minister may require him to keep such records and books of account as he may specify and that operator shall comply with such obligation.

74. Whoever is required under this act to keep records and books of account shall retain them and every account or other document necessary to verify the information in such records or books of account until written permission for their disposal is obtained from the Minister.

DIVISION II

AUDIT AND INVESTIGATIONS

75. Any person authorized for that purpose by the Minister may, for any purpose connected with the administration or enforcement of this act, at all reasonable times, enter into any premises or place where any business relating to mining is carried on or any property is kept or any books or records are or should be kept pursuant to this act.

The person so authorized may:

(a) audit or examine the books and records and any account, voucher, letter, telegram or other document which relates or may relate to the information that is or should be in the books or records, and make copies of any document which he thinks necessary;

(b) examine any process or method an examination of which may, in his opinion, assist him in verifying the amount of duties payable under this act;

(c) require the owner or manager of the property or business and any other person on the premises to give him all reasonable assistance with his audit or examination and to answer all proper questions relating to the audit or examination, either orally or, should the said authorized person so require, in writing, on oath or by solemn affirmation and, for that purpose, require the owner or manager to attend at the premises with him; and

(d) if, during the course of an audit or examination, it appears to him that there has been a violation of this act or of a

commise, prendre des échantillons, saisir et emporter tout registre, livre, compte, pièce justificative, lettre, télégramme et autre document et les garder jusqu'à ce qu'ils aient été produits dans des procédures judiciaires.

76. Avec l'approbation d'un juge des sessions, qui peut être accordée sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite sous serment, le ministre peut, pour toute fin relative à l'application de la présente loi, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère des richesses naturelles ou toute autre personne qu'il désigne, ainsi que tout agent de la paix que ce fonctionnaire ou cette personne appelle à son aide, à s'introduire et à perquisitionner, par la force au besoin, dans tout édifice, réceptacle ou lieu pour y rechercher des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve d'infraction à la présente loi ou à un règlement, à saisir et emporter ces documents, livres, registres, papiers ou autres choses et à les garder jusqu'à ce qu'ils soient produits dans des procédures judiciaires.

77. La perquisition visée à l'article 76 ne peut être effectuée avant sept heures du matin ni après huit heures du soir non plus qu'un jour non juridique, si ce n'est en vertu d'une autorisation écrite du juge qui l'a approuvée.

78. Le ministre doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, livre, registre, papier ou autres choses saisi en vertu des articles 75 ou 76, par leur propriétaire ou par la personne qui les détenait lors de la saisie.

79. Le ministre peut, par demande péremptoire qu'il transmet par poste recommandée ou par signification personnelle, exiger d'une personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, la production par poste recommandée ou par signification personnelle:

(a) de renseignements ou de renseignements supplémentaires, y compris une déclaration ou un rapport ou une déclaration ou un rapport supplémentaire exigibles en vertu de la présente loi; ou

regulation, take samples, seize and remove any records, books, accounts, vouchers, letters, telegrams and other documents and retain them until they are produced in any judicial proceedings.

76. With the approval of a judge of the Sessions which may be granted on demand *ex parte* following an information made under oath, the Minister may, for all purposes respecting the application of this act, authorize in writing any functionary of the Department of Natural Resources or any other person whom he designates, and any peace officer whom such officer or person calls to his aid, to enter and search, by force, if need be, any building, receptacle or place to seek therein for documents, books, registers, papers or other things that may be used as evidence of an offence against this act or a regulation, to seize and remove such documents, books, registers, papers or other things and keep them until they have been produced in judicial proceedings.

77. The search contemplated in section 76 shall not be made before seven o'clock in the morning or after eight o'clock in the evening, or on a non-judicial day, except under written authorization of the judge who approved it.

78. The Minister shall, upon request, allow the examination of any document, book, register, paper or other thing seized under section 75 or 76, by its owner or the person in whose hands it was at the time of the seizure.

79. The Minister may, by a formal demand delivered by registered mail or personal service require from any person that he file by registered mail or personal service, within a reasonable delay fixed by him:

(a) information or additional information, including a return, report or supplementary return or report exigible under this act, or

b) de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents.

80. La personne à qui la demande visée à l'article 79 est faite doit, dans le délai fixé, se conformer à cette demande, qu'elle ait ou non déjà produit tels renseignements ou documents.

SECTION III

RECouvreMENT

81. Lorsqu'un montant exigible en vertu de la présente loi n'est pas payé, en entier ou en partie, le ministre peut délivrer un certificat attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû, et ce certificat est une preuve de l'exigibilité de la dette.

82. Le certificat visé à l'article 81 peut être délivré par le ministre en tout temps après l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'exigibilité de la dette ou, dans le cas d'une ordonnance visée à l'article 48, immédiatement après cette ordonnance.

83. Sur production au greffe du tribunal de juridiction compétente d'un certificat visé à l'article 81, le protonotaire ou le greffier, suivant le cas, inscrit au dos du certificat la date de sa production et rend jugement en faveur de Sa Majesté du chef du Québec pour le montant prévu au certificat, les intérêts, s'il en est, et les dépens contre la personne tenue au paiement de la dette.

Ce jugement équivaut à un jugement rendu par le tribunal compétent et en a tous les effets.

SECTION IV

INFRACTIONS

84. Quiconque, au cours de son emploi au service de Sa Majesté du chef du Québec, communique ou permet que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un renseignement obtenu en vertu de la présente loi, ou permet à une telle personne de prendre connaissance d'une déclaration écrite fournie en vertu de ladite loi, commet une infraction et est

(b) books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents.

80. The person to whom the demand referred to in section 79 is made must, within the delay fixed, comply with that demand, whether or not he has already filed such information or documents.

DIVISION III

RECOVERY

81. Where an amount payable under this act has not been paid, in whole or in part, the Minister may issue a certificate attesting that such debt is payable and the amount thereof, and such certificate shall be proof that the debt is payable.

82. The certificate referred to in section 81 may be issued by the Minister at any time after the expiry of thirty days following the date when the debt was payable or, in the case of an order referred to in section 48, immediately following such order.

83. Upon the filing in the office of the court of competent jurisdiction of a certificate referred to in section 81, the prothonotary or the clerk, as the case may be, shall endorse thereon the date of its filing and shall render judgment in favour of Her Majesty in right of Québec for the amount provided in the certificate, with interest, if any, and costs against the person liable to pay the debt.

Such judgment is equivalent to and has all the effects of a judgment rendered by a competent court.

DIVISION III

OFFENCES

84. Whoever, while employed in the service of Her Majesty in right of Québec, communicates or allows to be communicated to a person not legally entitled thereto any information obtained under this act, or allows any such person to acquaint himself with any written statement furnished under this act, is guilty of an offence and liable, on summary

passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au plus \$200.

85. Quiconque a omis de faire une déclaration dans la forme prescrite et dans les délais prévus par la présente loi commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$25 par jour que dure l'omission.

86. Toute personne qui n'a pas observé ou a enfreint les dispositions des articles 71 à 76, 79 et 80, ou qui entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire, commet une infraction et, outre toute pénalité prévue par toute autre disposition de la présente loi, est passible d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$10,000 ou, à la fois, de telle amende et d'un emprisonnement d'au plus six mois.

87. Toute personne qui:

a) fait des déclarations fausses ou trompeuses, ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, rapport, certificat, état ou réponse produits ou faits en vertu de la présente loi ou à un règlement;

b) pour éluder le paiement des droits, détruit, altère, mutilé ou cache les registres, livres de comptes ou autres documents d'une personne assujettie à la présente loi ou en dispose autrement;

c) fait des inscriptions fausses ou trompeuses, ou consent ou acquiesce à leur accomplissement ou omet, consent ou acquiesce à l'omission d'inscrire un détail important dans les registres ou livres de comptes d'une personne assujettie à la présente loi ou à un règlement;

d) volontairement, de quelque manière, élude ou tente d'éluder l'observation de la présente loi ou le paiement des droits établis en vertu de celle-ci; ou

e) conspire avec une personne pour commettre une infraction visée aux paragraphes *a* à *d*,

commet une infraction et, en outre de toute autre pénalité prévue par toute autre disposition de la présente loi, est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus

proceeding, to a fine not exceeding \$200.

85. Whoever has failed to file a return in the form prescribed and within the delay provided for by this act is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of not less than \$25 per day of omission.

86. Every person who has not complied with or has contravened the provisions of sections 71 to 76, 79 and 80, or who hinders or attempts to hinder in any manner whatever any person carrying out an action he is required or authorized under this act to carry out is guilty of an offence and, in addition to any penalty provided by any other provision of this act, is liable to a fine of not less than \$200 nor more than \$10,000 or both the fine and imprisonment for a term not exceeding six months.

87. Whoever

(a) makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive statements in a return, report, certificate, statement or answer filed or made as required under this act or a regulation;

(b) to evade payment of a duty, destroys, alters, mutilates or secretes or otherwise disposes of the registers, books of account or other documents of a person subject to this act;

(c) makes, or assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive entries, or omits or assents to or acquiesces in the omission to enter a material particular in the records or books of account of a person subject to this act or a regulation;

(d) wilfully, in any manner, evades or attempts to evade compliance with this act or payment of a duty imposed under it; or

(e) conspires with a person to commit an offence described in paragraphs *a* to *d*,

is guilty of an offence and, in addition to any other penalty provided by any other provision of this act, is liable, upon summary proceeding, to a fine of not less than \$200 nor more than \$10,000, with or

\$10,000, avec ou sans emprisonnement pour une durée d'au plus deux ans.

88. Les amendes prévues à l'article 87 peuvent être imposées même dans le cas où, après qu'une infraction y prévue a été commise, aucun droit additionnel n'est payable.

Dans le cas où un droit additionnel est payable après qu'une infraction prévue à l'article 87 a été commise, l'amende doit être au moins égale à 25 pour cent des droits que la personne a éludés ou tenté d'éluder ou a permis que soit éludés, sans en excéder le double.

89. Lorsqu'une personne a été déclarée coupable d'une infraction en vertu de l'article 87, elle n'encourt pas pour la même évasion ou tentative d'évasion une pénalité prévue par les articles 55 et 56, à moins que cette pénalité ne lui ait été imposée avant qu'une poursuite ne lui ait été intentée en vertu dudit article 87.

90. Une suspension de sentence ne peut être prononcée sur aucune poursuite intentée en vertu de la présente loi.

91. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'exercice d'un recours quelconque contre une personne ne porte pas atteinte au droit d'exercer contre la même personne tout autre recours, civil ou pénal, découlant de la présente loi.

92. Lorsqu'une corporation a commis une infraction à la présente loi ou à un règlement, toute personne qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputée être partie à l'infraction et est passible de la pénalité prévue pour l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

93. Toute personne qui contrevient à la présente loi ou à un règlement, autrement que dans les cas visés aux articles 84 à 92, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$25.

without imprisonment for not more than two years.

88. The fines provided by section 87 may be imposed even in the case where, after an offence contemplated therein has been committed, no additional duty is payable.

Where an additional duty is payable after an offence contemplated in section 87 has been committed, the fine must be at least equal to 25 per cent of the amount of the duties which such person evaded or attempted to evade or permitted to be evaded, without exceeding twice such amount.

89. When a person has been convicted of an offence under section 87, he is not liable, for the same tax evasion or attempted tax evasion, to any penalty provided by sections 55 and 56, unless such penalty has been imposed upon him before any proceedings have been instituted against him under the said section 87.

90. Suspension of sentence shall not be pronounced in any proceedings instituted under this act.

91. Subject to the other provisions of this act, the exercising of any recourse against a person shall not affect the right to exercise against the same person any other civil or penal recourse under this act.

92. Where a corporation is guilty of an offence against this act or a regulation, any person who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence, is deemed to have been a party to the offence and is liable to the penalty provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

93. Any person who contravenes this act or a regulation otherwise than in the cases referred to in sections 84 to 92, is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of \$25.

SECTION V

RÈGLEMENTS

94. En outre des pouvoirs qui lui sont spécifiquement conférés par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour prescrire la preuve requise à l'établissement des faits pertinents aux cotisations et généralement prescrire les mesures requises pour l'application de la présente loi.

Les règlements adoptés en vertu du présent article ainsi que tous ceux adoptés en vertu d'autres dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette Officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à compter du début de tout exercice financier qui coïncide avec l'année civile en cours au moment de leur adoption ou qui s'y termine.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES
ET FINALES

95. Les articles 72 à 92 de la Loi du ministère du revenu s'appliquent *mutatis mutandis* à la procédure et à la preuve lors d'une contestation en vertu de la présente loi.

96. Le ministre des richesses naturelles est chargé de l'application de la présente loi.

97. Le sous-ministre des richesses naturelles peut exercer tous les pouvoirs et remplir toutes les fonctions dévolues au ministre en vertu de la présente loi.

98. La présente loi remplace la Loi des droits sur les mines (1965, 1^{re} session, chapitre 35), ci-après appelée l'« ancienne loi », laquelle demeure en vigueur à l'égard des exercices financiers se terminant avant le 1^{er} avril 1975 et aux fins de l'application de l'article 105; toutefois, les articles 36 à 70 de la présente loi s'appliquent aux droits payables pour ces exercices financiers.

DIVISION V

REGULATIONS

94. In addition to the powers specifically conferred upon him by this act, the Lieutenant-Governor in Council may make the regulations necessary to prescribe the evidence required for the establishment of facts pertaining to assessments and generally, to prescribe the measures required for the application of this act.

The regulations made under this section and those made under other provisions of this act shall come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein; they may also, once published and if they so provide, apply from the commencement of any fiscal year which coincides with the calendar year current at the time when they are made, or which terminates at such time.

CHAPTER VIII

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND
FINAL PROVISIONS

95. Sections 72 to 92 of the Revenue Department Act apply *mutatis mutandis* to procedure and proof in the case of a contestation by virtue of this act.

96. The Minister of Natural Resources shall be responsible for the application of this act.

97. The Deputy-Minister of Natural Resources may exercise all the powers and discharge all the duties vested in the Minister under this act.

98. This act replaces the Mining Duties Act (1965, 1st session, chapter 35), hereinafter called the "former act", which shall remain effective with respect to fiscal years ending before 1 April 1975 and for the purpose of the application of section 105; however, sections 36 to 70 of this act apply to the duties exigible for such fiscal years.

99. Dans toute loi ou proclamation ainsi que tout arrêté en conseil, contrat ou document, un renvoi à l'ancienne loi ou à l'une de ses dispositions est un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente à celle-ci.

100. Lorsque, dans la présente loi, apparaît une mention de quelque opération, matière ou chose faite ou existant avant un exercice financier, cette mention est réputée comprendre une mention à l'opération, matière ou chose, bien que faite ou existant avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

101. Les règlements adoptés et les ententes, accords ou conventions conclus en vertu de l'ancienne loi continuent d'être en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou modifiés par des règlements adoptés ou, suivant le cas, par des ententes, accords ou conventions conclus en vertu de la présente loi.

102. Les crédits votés pour l'application de l'ancienne loi sont affectés à l'application de la présente loi selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

103. Les articles 33 à 35 ne s'appliquent pas à un exercice financier prenant fin avant le 1^{er} avril 1976; ils s'appliquent à un exercice financier prenant fin après le 31 mars 1976 et avant le 1^{er} avril 1977 comme si l'expression « les trois derniers exercices financiers », à l'article 33, se lisait « les deux derniers exercices financiers ».

104. Le coût en capital d'un bien d'un exploitant, la dépréciation qui lui a été accordée et le coût non déprécié d'un bien pour lui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés être les mêmes qu'ils étaient en vertu de l'ancienne loi immédiatement avant cette entrée en vigueur et tout excédant du coût en capital sur le coût non déprécié d'un bien immédiatement avant cette entrée en vigueur est réputé avoir été

99. In any act, proclamation, order in council, contract or document, a reference to the former act or to any provision thereof is a reference to this act or an equivalent provision of this act.

100. Any reference in this act to any operation, matter or thing done or existing before a fiscal year is deemed to be a reference to the operation, matter or thing even though it is done or is in existence before the coming into force of this act.

101. The regulations, agreements, understandings and arrangements made under the former act shall continue to be in force until they are repealed or until they are replaced or amended by regulations or, as the case may be, agreements, understandings or arrangements, made under this act.

102. The appropriations voted for the application of the former act are assigned to the application of this act as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

103. Sections 33 to 35 do not apply to a fiscal year ending before 1 April 1976; they apply to a fiscal year ending after 31 March 1976 and before 1 April 1977 as though the expression "the last three fiscal years" in section 33 read "the last two fiscal years".

104. The capital cost of a property of an operator, the depreciation allowed him and the undepreciated cost to him at the time of the coming into force of this act are deemed to be equal to what they were under the former act immediately before such coming into force and any amount by which the capital cost exceeds the undepreciated cost of a property immediately before such coming into force is deemed to have been allowed the operator

alloué à l'exploitant en vertu de la présente loi.

105. La présente loi a effet à compter du 1^{er} avril 1975; toutefois, dans le cas d'un exploitant dont l'exercice financier chevauche cette date, les droits payables par l'exploitant pour cet exercice financier sont l'ensemble:

a) de la proportion du montant des droits qui seraient ainsi payables sur son profit annuel pour cet exercice financier si les dispositions de l'ancienne loi s'étaient appliquées durant tout l'exercice, représentée par le rapport entre le nombre de jours de cet exercice financier précédant le 1^{er} avril 1975 sur le nombre total de jours compris dans cet exercice financier; et

b) de la proportion du montant des droits qui seraient ainsi payables sur son profit annuel pour cet exercice financier si les dispositions de la présente loi s'étaient appliquées durant tout l'exercice, représentée par le rapport entre le nombre de jours de cet exercice financier suivant le 31 mars 1975 sur le nombre total de jours compris dans cet exercice financier.

106. La dépréciation que l'on peut raisonnablement considérer comme ayant été allouée à un exploitant à l'égard d'un bien de la seconde catégorie par suite de l'application du paragraphe a de l'article 105 doit être déduite dans le calcul du coût non déprécié des biens de ladite catégorie pour un exercice financier subséquent à celui mentionné audit article et est réputé n'avoir jamais été allouée à l'égard des biens de la première catégorie.

107. Si des substances minérales provenant de mines au Québec sont expédiées pour traitement en dehors du Québec sans la permission préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, il lui est loisible d'exiger des droits additionnels n'excédant pas le double des droits établis selon les articles 30 à 32.

108. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

pursuant to this act.

105. This act has effect from 1 April 1975; however, in the case of an operator whose fiscal year overlaps such date, the duties exigible from such operator are the aggregate of:

(a) that proportion of the amount of the duties that would be so payable on his annual profit in respect of such fiscal year if the provisions of the former act applied to the whole fiscal year, that the number of days of such fiscal year prior to 1 April 1975 is of the total number of days of such fiscal year; and

(b) that proportion of the amount of the duties that would be so payable on his annual profit in respect of such fiscal year if the provisions of the former act applied to the whole fiscal year, that the number of days subsequent to 31 March 1975 is of the total number of days of such fiscal year.

106. The depreciation that may reasonably be considered to have been allowed an operator in respect of a property of the second class pursuant to the application of section 105 must be deducted in computing the undepreciated cost of the property of the said class for a fiscal year following that mentioned in the said section and is deemed never to have been allowed in respect of property of the first class.

107. Where mineral substances from mines in Québec are shipped for treatment outside Québec without prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council, he may require payment of additional duties not exceeding twice the amount of the duties established in accordance with sections 30 to 32.

108. This act shall come into force on the day of its sanction.